



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE DE FORET COMMUNE DE CASSIS

ENQUÊTE PUBLIQUE

NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE

Prescription du :

30 mars 2011

Sommaire

- Contexte.....3
- 1. Le Plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF).....3
- 2. L'élaboration du PPRIF.....4
 - 2.1. La quantification de l'aléa subi :.....4
 - 2.2. La détermination des enjeux et des moyens de protection :.....5
 - 2.3 L'établissement du zonage et du règlement :.....5
- 3. Le contenu du dossier d'enquête publique.....7

Contexte

Dans les départements méditerranéens, la forêt est un combustible potentiel, toute zone forestière pouvant être parcourue par les flammes, même dans des secteurs les moins exposés au risque incendie de forêt.

Les incendies de forêts sont généralement moins meurtriers que la plupart des autres catastrophes naturelles. Ils peuvent cependant provoquer la mort d'hommes, notamment parmi les combattants du feu qui peuvent se trouver dans des situations périlleuses si les équipements de lutte contre l'incendie sont insuffisants.

Ils menacent également les biens, le cadre de vie et la qualité de l'environnement des communes, d'autant plus que ces dernières ont fait l'objet d'une urbanisation de leurs massifs boisés principalement à partir des années 1970.

Les zones de contact entre l'urbanisation et les massifs forestiers (interfaces habitat-forêt) sont très fortement vulnérables aux incendies de forêt et concentrent également la plupart des dépôts de feu.

La commune de Cassis a été régulièrement parcourue par des feux de forêt en lisière de secteurs habités comme en :

- juillet 2010 : 186 ha
- juillet 1982 : 1098 ha
- août 1980 : 68 ha
- juin 1975 : 12 ha

Il est important de limiter le développement de l'urbanisation dans les zones exposées au feu afin de ne pas exposer davantage de personnes à ce risque, sécuriser l'intervention des pompiers en cas de sinistre et éviter les situations catastrophiques que l'on peut rencontrer chez nos voisins méditerranéens.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 modifiant la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 a renforcé la prise en compte des risques majeurs en instituant les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles dont l'incendie de forêt. Ces lois sont codifiées dans le code de l'environnement par les articles L. 562-1 à L. 562-9.

1. Le Plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF)

Le PPRIF vise à :

Protéger du risque : en réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens déjà exposés au risque,

Prévenir le risque : en évitant que de nouvelles personnes et constructions ne s'implantent dans les zones les plus exposées,

Ne pas aggraver le risque : en réglementant l'occupation des zones soumises au risque d'incendie,

Informar la population : en mettant à sa disposition un document cartographiant les secteurs exposés au risque d'incendie de forêt.

Un PPRIF a été ainsi prescrit sur la commune de Cassis par arrêté préfectoral en date du 30 mars 2011.

Le PPRIF vaut servitude d'utilité publique, c'est-à-dire qu'il s'impose aux documents d'urbanisme et à toutes les autorisations.

2. L'élaboration du PPRIF

Le risque de feu de forêt résulte du croisement entre :

- un phénomène naturel : « l'**aléa** ». Correspondant au feu de forêt.
- des biens et des personnes exposés au risque : « les **enjeux** » (habitations, écoles, campings, ...).

La réduction des conséquences du risque feu de forêt est prise en compte dans l'étude du risque en considérant l'existence d'**équipements de défense** contre l'incendie utilisables par les services de secours (correspondant à la défendabilité d'un secteur).

2.1. La quantification de l'aléa subi :

Pour un feu de forêt, le niveau d'aléa correspond à une ampleur et une puissance de feu auxquelles sont exposés les personnes et les biens du fait de leur proximité aux zones boisées (incendies de forêt menaçant les zones urbanisées).

Il dépend de facteurs liés à la végétation (combustibilité des essences, quantité de biomasse), à la topographie et au vent et à l'historique de feux.

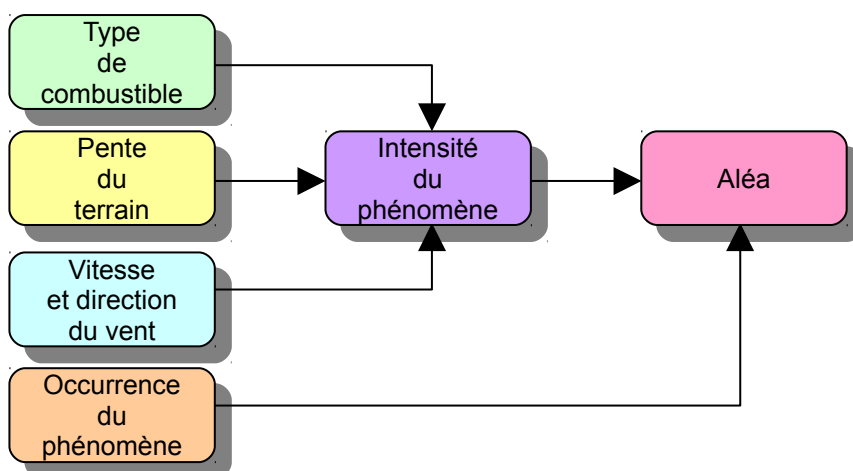
Les caractéristiques de la **végétation** (combustibilité et biomasse) sont établies par l'examen de photographies satellites des peuplements forestiers et par des relevés sur le terrain.

La **topographie** (pente, exposition, ensoleillement, position) est issue des données informatiques fournies par l'Institut Géographique National (IGN).

Les données relatives au **vent** sont issues des relevés des stations météorologiques les plus proches du site d'étude. Sur la commune de Marseille, deux types de vents sont présents : le vent du Nord-Ouest (Mistral) et le vent d'Est.

L'historique des feux remonte aux années 1960 ; les incendies sont référencés à l'échelle du département.

Ces données scientifiques sont croisées, il en résulte 6 classes : ce sont les **niveaux d'aléa feu de forêt** (très faible à nul, faible, moyen, fort, très fort et exceptionnel). Ces différents niveaux étant fixés après une vérification sur le terrain.



Le niveau de l'aléa dépend donc des caractéristiques physiques de la végétation, du terrain, du vent et de l'historique des feux de forêt.

2.2. La détermination des enjeux et des moyens de protection :

Le bureau d'études qui est chargé de réaliser l'étude d'affichage du risque procède à une enquête de terrain accompagné de la DDTM avec l'aide du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS13), pour évaluer la nature de l'urbanisation présente (groupée ou non) et la qualité des équipements de défense incendie (largeur des voies, distances par rapport aux habitations, présence de poteaux incendie ,etc.). Les enjeux futurs, assez définis pour que leur vulnérabilité soit analysée, sont également pris en compte (consultation des documents d'urbanisme et échanges avec la commune).

→ Analyse de l'urbanisation présente :

- **Bâti groupé** : secteur comprenant plus de 50 bâtis, éloigné de plus de 100 m de tout autre secteur bâti.
- **Bâti diffus** : secteur comprenant 3 à 50 bâtis éloigné de plus de 100 mètres de tout autre secteur bâti.
- **Bâti isolé** : secteur comprenant 1 à 3 bâtis, éloigné de plus de 100 m de tout autre secteur bâti.

→ Analyse de la défendabilité :

L'exposition des enjeux humains au feu de forêt implique la nécessité de mettre en œuvre des moyens de défense contre ces derniers, afin de permettre aux moyens de secours de pouvoir intervenir en sécurité et de manière adaptée au risque encouru.

Ces moyens de protection sont de deux types :

- les « **hydrants** » (poteaux incendies, citernes, etc.) ayant pour fonction de garantir l'approvisionnement en eau des engins de secours durant toute la durée de leur intervention ;
- la **voirie**, celle-ci devant présenter une répartition spatiale et des caractéristiques à même d'assurer un accès à l'ensemble des enjeux menacés, adapté aux moyens de lutte employés.

2.3 L'établissement du zonage et du règlement :

Le plan de zonage réglementaire tient compte de l'aléa, de l'enjeu et de la défendabilité dans les zones à risque pour délimiter :

- Les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru ;
- Les zones non directement exposées au risque où les aménagements pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux.

Dans le cas des PPRIF du département des Bouches-du-Rhône, le zonage s'appuie sur l'exposition au niveau d'aléa feu de forêt. Ainsi, toutes les parties du territoire concernées par le zonage sont soumises à un aléa non nul. La carte d'aléa correspond à la zone directement exposée au risque. Il n'a donc pas été défini de zone indirectement exposée dans le PPRIF de Cassis.

Ces zones sont classées selon les critères suivants :

- Une zone rouge R dans laquelle l'ampleur potentielle du développement d'un incendie de forêt ne permet pas de défendre les unités foncières intéressées ou pour laquelle l'exposition de nouveaux enjeux au risque ne permettrait pas leur défense ;
- Des zones bleues dans lesquelles les moyens de défense permettent de limiter le risque ou peuvent être mis en œuvre dans des conditions techniques et économiques raisonnables. Ces zones sont déclinées en trois secteurs (B1, B2 et B3) en fonction du niveau de risque encouru et des prescriptions demandées en corollaire ;

CROISEMENT AUTOMATIQUE

	ENJEUX	Zone déjà urbanisée ou avec projet d'urbanisation		Pas d'enjeux actuels (ou isolés) et pas de projets d'urbanisation	
	DÉFENDABILITÉ	Non défendable	Défendable	Non défendable	Défendable
ALEAS	exceptionnel	R	R	R	R
	très fort	R	R	R	R
	Fort	R	B1	R	R
	moyen	R	B2	R	B1
	faible	B3	B3	B3	B3
	très faible à nul	NR	NR	NR	NR

Cette carte de zonage est accompagnée d'un règlement qui précise pour chaque zone du territoire communal la nature des équipements ou constructions qui y sont autorisés ainsi que des prescriptions permettant de les rendre moins vulnérables.

Les règles introduites par le PPRif sont catégorisées de la manière suivante :

- La réglementation des **projets nouveaux** concerne généralement des règles d'urbanisme ou de mesures de construction.
- Les mesures applicables à l'**existant** :
 - Concernent l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du PPRif et susceptibles de subir ou d'aggraver le risque ;
 - Doivent être mises en œuvre par le propriétaire ou l'utilisateur ;
 - Ne sont rendues obligatoires que dans la limite d'un coût équivalent à 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens à la date d'approbation du présent PPRif. Au-delà, les prescriptions deviennent de simples recommandations.

- Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde :
 - Ne sont pas directement liées à un projet ;
 - Relèvent de la responsabilité d'une collectivité ou d'un particulier ;
 - Peuvent être de natures très diverses.

Le PPRif peut rendre obligatoire la mise en œuvre de ces deux types de mesures en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai maximum de 5 ans.

3. Le contenu du dossier d'enquête publique

Le dossier de ce projet de PPRIF mis à l'enquête publique contient :

Des pièces écrites :

- Un **rapport de présentation** décrivant la méthode utilisée, comportant un extrait des textes réglementaires, le bilan de la situation de chaque commune du massif par rapport au risque d'incendie de forêt et explicitant les choix retenus pour l'établissement des documents réglementaires ;
- Un **règlement** ;
- Un **bilan de la concertation** réalisée pendant l'établissement de ce projet de PPRIF ;
- Un **bilan de la consultation des POA** réalisée pendant l'établissement de ce projet de PPRIF ;
- La présente **note de présentation non technique**.

Des documents cartographiques :

- la carte de **zonage réglementaire** ;
- la carte technique de l'**aléa** subi feu de forêt ;
- la carte technique de qualification des **enjeux** ;
- la carte technique des **équipements de défense** (défendabilité).